



Lettre n° 251 du 28 août 2022

Au sommaire :

- **Pour en finir avec « l'insouciance » cynique des capitalistes et de leurs serviteurs, faire nôtre la méthode anglaise de la révolte et de la lutte** - Isabelle Ufferte
- **La guerre en Ukraine, un tournant politique majeur vers un état de guerre permanent pour les besoins du capital** - Trame de l'intervention de Galia Trépère à l'université d'été du NPA
- **La lutte contre l'extrême-droite et la montée des idées réactionnaires indissociable du combat de classe pour en finir avec le capitalisme** - Trame de l'intervention de Laurent Delage à l'université d'été du NPA

Pour en finir avec « l'insouciance » cynique des capitalistes et de leurs serviteurs, faire nôtre la méthode anglaise de la révolte et de la lutte

« La fin de l'insouciance, la fin de l'abondance » a eu le culot de promettre Macron ce 25 août alors que des centaines de milliers de familles ne savent comment elles pourront se chauffer cet hiver, que l'inflation bondit, plus 24,5 % pour la viande, 18 % pour les pâtes... Les prix en grande surface ont augmenté de 7 % sur un an et pourraient atteindre 10 % d'ici la fin de l'année. Quant à l'électricité, les prix de gros pour 2023 ont battu de nouveaux records vendredi, 1000 € le mégawattheure alors qu'il y a un an il était de 85 €.

« Les combats que nous avons à mener, nous ne les gagnerons que par nos efforts » a péroré Macron mercredi au conseil des ministres dans la continuité de ses provocations du 19 août à Bormes-les-Mimosas demandant « de la force d'âme pour regarder en face le temps qui vient [...] et accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs » !

Finies les envolées sur le « ruissellement », Macron promet du sang et des larmes aux travailleur.se.s, à la jeunesse, aux pauvres pour sauver les « valeurs » sonnantes et trébuchantes des classes dominantes alors que leur fuite en avant plonge le monde dans une concurrence généralisée et une désorganisation sans précédent, une crise globale économique et financière, climatique, militaire qu'elles entendent faire payer aux peuples et aux travailleurs. Inflation, restrictions budgétaires, baisse drastique de la dépense publique, remise en cause des droits sociaux, du droit du travail, des retraites, blocage des salaires, hausse dérisoire des pensions, attaques contre les droits des chômeurs... tandis que les budgets militaires explosent et que le gouvernement compte bien continuer d'arroser les riches, l'industrie et la finance.

Le Maire, après avoir assuré il y a peu qu'on avait atteint le « pic de l'inflation », vient d'expliquer tout aussi doctement qu'« il ne faut pas attendre d'amélioration avant début 2023 ». Personne pas plus au gouvernement que dans les conseils d'administration des banques et des multinationales n'a la moindre idée de l'évolution de la crise, la moindre maîtrise. Toute leur politique ne peut que la précipiter tant il est clair que la seule issue ne peut venir que de l'intervention des travailleur.se.s et des opprimé.e.s, seul.e.s à même de remettre en cause la propriété capitaliste, la domination d'une minorité prédatrice qui mène l'humanité au chaos.

L'été a aidé aux prises de conscience de l'impasse de cette société. La colère s'accompagne d'un sentiment d'urgence face à la guerre en Ukraine dont tout le monde voit qu'elle n'a rien d'une guerre locale, face à la désorganisation de l'économie, à la guerre de classe que mènent les possédants et leurs gouvernements, aux conséquences dramatiques du dérèglement climatique.

Tentatives de diviser et faire taire, brouhaha réactionnaire permanent

Si personne n'en connaît les rythmes, chacun sait que des bouleversements profonds sont en cours. Les consciences évoluent en accéléré. Et c'est bien ce que redoutent la bourgeoisie et son personnel politique, ils ont la trouille des explosions sociales, de ce que peuvent produire l'organisation, la solidarité, la détermination des premières et premiers de corvée, des travailleur.se.s, de la jeunesse.

C'est cette trouille qui anime Macron, Darmanin, Dupont-Moretti et leurs acolytes de la majorité gouvernementale et d'ailleurs qui tentent de diviser en instrumentalisant les

préjugés. Darmanin est sur tous les fronts en commençant par l'annonce tonitruante en début d'été de l'expulsion d'un imam, retoquée par le Tribunal administratif (le Conseil d'Etat doit rendre sa décision en début de semaine). Détail, Médiapart vient de révéler qu'en 2014 Darmanin, candidat à la mairie de Tourcoing, courtisait le même imam pour gagner des voix parmi les musulmans... La démagogie réactionnaire n'a ni foi ni loi.

Et ça a déferlé tout l'été : la reprise du méga feu en Gironde ? Pour Darmanin et Borne, l'origine ne pouvait être que criminelle, qu'importe que l'enquête du parquet ait conclu à une reprise naturelle. La violence des orages en Corse qui ont fait 5 morts ? Les salariés et ingénieurs de Météo France sont les coupables désignés... jusqu'à ce que ressorte un récent rapport du Sénat, « *Temps instable sur Météo-France : quand le refroidissement budgétaire se confronte au réchauffement climatique* », qui s'inquiète que Météo-France ait perdu un quart de ses effectifs et deux tiers de ses implantations en dix ans. Puis Dupont-Moretti qui participe à la curée contre un jeu organisé à la prison de Fresnes, trouvant « *les images choquantes* » ce qui a fait bondir la Contrôleuse générale des prisons dénonçant le cynisme du buzz alors que les prisonniers sont « *enfermés en cellule vingt-deux heures sur vingt-quatre, à deux, à trois, parfois même à six ou huit, voient cavalier des punaises de lit qui les piquent, des cafards qui leur galopent sur le corps* » ...

La sale musique qui tente de désigner des boucs émissaires a un but, diviser, faire taire, au risque d'en faire un peu trop quand une fraction grandissante de l'opinion publique n'en peut plus de tant de grossièreté et de violence sociale.

Face aux ravages de la fuite en avant capitaliste, la mondialisation de la révolte des exploités.e.s

A une très large échelle, les travailleur.ses, l'ensemble des opprimé.es sont confrontés à l'urgence de contester le pouvoir des classes dominantes qui plongent l'humanité dans la pauvreté et la précarité généralisée. Au début de l'été, les images des manifestants envahissant la résidence du président sri-lankais contraint de fuir ont fait le tour du monde, point d'orgue de mois de mobilisations contre la dette, l'inflation, les pénuries et la corruption qui ravagent le pays.

En Equateur, rongé par la misère et la violence, étranglé par le FMI, l'état d'urgence et la répression qui a fait 6 morts et 500 blessés n'ont pu avoir raison de semaines de mobilisations massives. Le gouvernement a fini par baisser le prix du carburant, reculé sur les privatisations et nombre d'exigences portées par les communautés indigènes. Au Bangladesh, 150 000 ouvrières et ouvriers agricoles des plantations de thé se sont mis grève il y a quinze jours pour exiger une augmentation de 150 % de leur salaire qui atteint à peine un dollar par jour. En Afrique du Sud, le 24 août, des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses défilaient dans les villes et villages du pays

pour « *un salaire vital* ». La révolte sociale se répand dans le monde entier par des voies et à des rythmes différents mais partout les prises de conscience s'accélérent et convergent.

Pour se protéger de l'inflation, les travailleurs anglais montrent la voie en Europe

La multiplication des grèves pour les salaires en Angleterre résonne particulièrement pour les travailleurs européens. La crise politique et la crise sociale, comme ici, s'alimentent pour généraliser la colère. Le mouvement n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis juin. L'inflation y a dépassé les 10 % en juillet et devrait atteindre plus de 13 % en octobre. Une hausse de 82 % de l'électricité est annoncée. De nombreuses familles qui renoncent déjà à l'essentiel sont au bord du gouffre.

Depuis plus de deux mois, services postaux, éboueurs, avocats, salariés des télécoms, de la santé, de la logistique (Amazon) se mettent en grève, totale ou avec des débrayages, ensemble ou successivement... Les cheminots, qui débrayaient depuis juin, sont entrés en grève le 18 août de même que les salariés du métro de Londres pratiquement à l'arrêt. C'est le plus long mouvement du rail depuis 1989, à la fin des années Thatcher.

Chaque jour, de nouvelles entreprises, de nouveaux secteurs rejoignent le mouvement, recevant tour à tour l'assentiment de la population. « *Ce sont des gens comme moi, nous essayons tous de gagner notre vie et de nous débrouiller. J'ai toute la sympathie du monde pour eux* », expliquait un voyageur en gare de Leeds à un journaliste de l'AFP. Public, privé, industrie ou services, l'ensemble de la population travailleuse se rassemble autour de la lutte pour les salaires. Dimanche 21 août, 1 900 dockers, grutiers, opérateurs de machines du port de Felixstowe, un des principaux ports de fret du pays entamaient une grève de huit jours. La dernière grève remontait ici aussi à 1989.

Ce mouvement inédit a eu raison de l'empilement d'obstacles administratifs qu'ont mis les gouvernements anglais depuis Thatcher. Avant tout dépôt d'un préavis de grève, les syndicats doivent déposer un « *préavis de vote* » dans les entreprises concernées et obtenir la majorité des voix (les abstentions sont comptées avec les contres). Dans de nombreux secteurs, la grève est aujourd'hui votée à 80 %.

Les patrons oscillent entre trouille bleue et « fermeté », refusant les offres de négociation répétées des directions syndicales. Le parlement vient de voter une loi qui ouvre la possibilité de recours à des intérimaires pour remplacer les grévistes. Liz Truss, favorite chez les conservateurs appelés à désigner le remplaçant de Boris Johnson, promet de ne pas laisser le pays « *être rançonné par des syndicalistes militants* » et d'user de la manière forte si elle est désignée première ministre. Son rival, Rishi Sunak, envisage lui d'interdire les grèves dans les services publics...

Mais la lutte continue à s'amplifier. Des milliers d'employés de la société de logistique britannique Royal

Mail viennent de partir en grève ce vendredi. « *Allons-nous vers une grève générale ?* » demandait la BBC dès fin juillet. Elle est à l'ordre du jour, mais le mouvement a besoin de se donner sa propre politique pour surmonter la passivité des directions syndicales.

Refuser les sacrifices pour sauver les profits, se regrouper, s'organiser en toute indépendance des jeux parlementaires

Ici aussi se pose la question de faire converger les luttes pour les salaires, contre l'inflation. La vague de luttes dans de nombreuses entreprises avant l'été est dans les esprits et dans certaines se discute une possible reprise de la grève. A Auxerre, les éboueurs sont en grève depuis le 7 juillet, soutenus par une part importante de la population. D'autres se préparent, comme dans les transports en commun de Lille où un préavis a été déposé pour la braderie de début septembre.

Partout, les mobilisations sont le fruit des initiatives et de la volonté des militants à la base, par-delà la politique des directions des confédérations syndicales embourbées dans le dialogue social et de la gauche parlementaire qui ne parle de luttes que pour appeler à la soutenir sur le terrain institutionnel.

Mi-juillet, l'ensemble des directions syndicales (CFDT, CGT, FO, CFTE, CFE-CGC, FSU, Solidaires et UNSA) signaient un texte à l'occasion de l'examen du projet de loi pouvoir d'achat à l'Assemblée. Une telle unanimité, « *c'est rare [...] ça vaut le coup de se déboucher les oreilles* » estimait sans rire Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. Le texte, fort mesuré et se gardant bien de formuler des perspectives, expliquait que « *Réduire les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, exige avant tout des mesures visant à une meilleure répartition des richesses au profit des salariés* ». Certes, mais au-delà même de savoir ce qu'est une « meilleure » répartition des richesses, comment s'y prend-on ?

Suite au discours de Macron, Martinez a appelé à « *s'opposer aux sacrifices* » en participant à la journée d'action CGT du 22 septembre dans la santé et à celle interprofes-

sionnelle du 29 septembre appelée par CGT et Solidaires. Des dates bien tardives (le gouvernement a fait sa rentrée le 24 août) et déconnectées de toute perspective et plan de bataille dont elles pourraient constituer des étapes, l'affiche de la CGT n'appelant même pas à la grève...

Ces journées peuvent être l'occasion de regrouper les travailleur.ses, les jeunes qui cherchent les moyens d'exprimer leur colère, à condition de compter sur nous-mêmes pour construire le mouvement, discuter des suites, donner confiance et entraîner. Elles peuvent permettre de s'organiser à la base dans les sections syndicales, les unions locales, dans les services, les ateliers, avec les collègues syndiqué.es ou non syndiqué.es, la jeunesse. Autant d'occasions de débattre des voies et moyens pour changer la donne, tisser des liens, s'organiser en comptant d'abord et avant tout sur la force collective des travailleur.ses, en toute indépendance des jeux parlementaires et des illusions institutionnelles, réformistes que tentent aujourd'hui de raviver LFI et la Nupes auxquelles sont liés une grande partie des appareils syndicaux.

Car s'opposer aux sacrifices, c'est contester le « droit » qu'une poignée de parasites s'est arrogé, soumettant la vie de milliards de personnes à leurs profits. C'est poser la question du contrôle des travailleur.ses, des jeunes, des 99 % sur la marche de l'économie et de la société pour assurer le respect de l'intérêt collectif, construire la perspective d'une issue progressiste à la fuite en avant capitaliste.

En cette rentrée, ici comme en Angleterre, crise politique et crise sociale se conjuguent pour créer les conditions de la convergence des colères en un mouvement d'ensemble au sein du monde du travail pour exiger la hausse générale et l'échelle mobile des salaires. Le mouvement se prépare et se construit en aidant à la convergence de toutes celles et ceux qui n'attendent rien du parlement ou du dialogue social pour ne compter que sur eux-mêmes, les mobilisations et œuvrer à l'organisation démocratique des luttes.

Isabelle Ufferte

La guerre en Ukraine, un tournant politique majeur vers un état de guerre permanent pour les besoins du capital

La guerre barbare et réactionnaire déclenchée par Poutine contre l'Ukraine s'inscrit dans un tournant politique majeur dans la situation internationale, en Europe et ici qui bouscule pour les années à venir les conditions dans lesquelles les travailleurs, les militants du mouvement ouvrier mèneront leur combat.

C'est pourquoi cette discussion est plus que nécessaire, et il est indispensable de s'affranchir de tout ultimatum qui au nom d'un prétendu anticampisme voudrait disqualifier les positions qui ne cadreraient pas avec un nouveau type de... campisme.

Je fais partie d'un courant politique qui n'a jamais sacrifié au campisme de la lutte anti-impérialiste pour toujours se définir par rapports aux intérêts de notre camp social et politique, notre camp de classe, le seul à même de défendre les droits démocratiques dont le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au nom de la solidarité avec la population ukrainienne face à la guerre meurtrière de Poutine, il faudrait se rallier à la guerre dite de libération nationale. En France, Macron exhorte la population à payer le « prix de notre liberté et de nos valeurs », Biden et l'Otan usent de cette même

propagande de la guerre pour la liberté, pour la démocratie, pour afficher leurs objectifs, construire un nouvel ordre mondial...

Notre solidarité avec la population ukrainienne, avec sa mobilisation pour résister à l'invasion décidée par Poutine va de soi, elle est évidente pour nous tous aussi, faut-il le rappeler, avec les populations de Russie. La discussion commence après.

Invoquer un nouvel « impérialisme » pour faire de cette guerre une guerre « anti-impérialiste » et de libération nationale, c'est s'aveugler sur les mécanismes qui ont conduit à la guerre et sur ses enjeux.

C'est oublier que les fauteurs de militarisme et de guerre les plus importants dans le monde et, on le verra, aussi en Ukraine, sont les vieilles puissances impérialistes rassemblées dans l'Otan, les USA et leurs alliés, dont la France et les autres pays européens.

Dire cela ne justifie en rien la guerre barbare déclenchée par Poutine contre l'Ukraine, est-il besoin de le dire, mais souligne le fait que les intérêts des travailleurs et des populations ukrainiens et russes sont incompatibles avec aussi bien ceux de Poutine et des capitalistes russes, qu'avec ceux des Etats-Unis et de l'Otan qui mènent leur guerre par procuration en faisant des Ukrainiens leurs supplétifs.

Au-delà de la barbare agression de Poutine, les responsabilités de l'Otan

Six mois après le début de l'offensive russe, alors que les manœuvres diplomatiques et militaires se sont multipliées et que la question de Taïwan et de la Chine a été brutalement posée par la visite toute récente de Nancy Pelosi à Taïwan, tout le monde voit bien que la guerre en Ukraine n'est pas qu'une guerre locale.

La brutalité et le cynisme de l'agression russe ont pu aveugler mais l'offensive militariste déclenchée à la faveur de cette guerre par les USA et leurs alliés européens, par l'Otan, l'UE, éclaire leur rôle. La guerre n'est pas la seule conséquence de la folie grand russe de Poutine, les USA et leurs alliés portent une lourde responsabilité tant dans son mûrissement que dans son déclenchement ou sa poursuite.

Fin juin l'Otan et ses 30 Etats membres ont adopté un nouveau concept stratégique qui désigne la Russie comme la première menace pour la sécurité en Europe. Mais cela fait longtemps que l'Otan se renforce face à la Russie au risque calculé de la pousser à la guerre. Elle a intégré 12 Etats de l'ancien bloc de l'Est de 1999 à 2009. Les Etats-Unis et le Royaume Uni forment et arment des soldats ukrainiens depuis 2014. Et aujourd'hui les USA et leurs alliés, l'Otan, profitent de la guerre pour renforcer les budgets militaires et les déploiements de troupes et de matériels partout en Europe. Le gouvernement allemand a décidé 100 milliards de dépenses militaires, en rupture avec les dernières décennies, les USA ont voté pour un budget militaire de plus de 800 milliards de dollars en

2023, l'Otan a porté le nombre de soldats mobilisables en Europe de l'Est à 300 000.

Le militarisme et la guerre consubstantiels d'un capitalisme à bout de souffle

Cette montée du militarisme et de la guerre qui se manifeste sur toute la planète et dont la guerre en Ukraine constitue une étape déterminante, est la conséquence de l'essoufflement du système capitaliste, des difficultés de plus en plus grandes des capitalistes à dégager suffisamment de profits pour valoriser les énormes masses de capitaux avides de plus-value. La concurrence exacerbée par les crises entraîne une recherche effrénée de nouvelles sources de matières premières, de travail humain à exploiter.

La première puissance mondiale, les Etats-Unis, jouent un rôle essentiel dans cette évolution qui s'inscrit dans la continuité de l'offensive de la mondialisation capitaliste engagée à la fin des années 1970 pour faire remonter les taux de profit, qui a débouché sur la liquidation par la bureaucratie elle-même de l'URSS et son intégration au capitalisme mondialisé, tout comme tous les anciens pays coloniaux, la Chine...

Après avoir réussi à rétablir les profits en ouvrant l'ensemble du monde dont la Chine à leurs capitaux, les USA se heurtent à l'essoufflement du système, dont la crise de 2008 a été l'expression, à la nécessité vitale de trouver de nouvelles sources de profits, dans le contexte de l'émergence de nouvelles puissances.

Ils ne se contentent pas de défendre leur hégémonie, la logique même de l'accumulation du capital leur impose de conquérir de nouveaux marchés, de nouvelles sources d'approvisionnement, énergie et matières premières pour valoriser les capitaux. Il leur faut soumettre l'ensemble de l'économie mondiale et l'ensemble des Etats à leurs besoins au prix de la ruine de l'humanité et de la planète.

Après l'échec de leurs interventions militaires en Irak et en Afghanistan, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est pour les Etats-Unis l'occasion d'un redéploiement militaire par le biais de l'Otan en Europe, une offensive pour soumettre leurs alliés dont les Etats européens à leur politique.

Le militarisme et la guerre, béquilles du capitalisme russe et de son Etat

Le militarisme grand russe de Poutine, dans la continuité de l'URSS stalinienne, ses exactions guerrières sont aussi le résultat de l'évolution qu'a connue le pays depuis l'effondrement de l'URSS. Le rétablissement du capitalisme a débouché dans les années 90 sur une catastrophe économique et sociale, la population a payé d'un prix terrible cette « thérapie de choc » qui a abouti à la domination sur l'économie et la politique de quelques oligarques.

Lorsqu'il remplace Eltsine en 1999 après la crise financière de 1998, Poutine réorganise l'Etat russe, met les oligarques au pas, reconstitue l'appareil militaro-industriel en procédant même à quelques renationalisations. La reprise en main de l'Etat et de l'économie par Poutine

ne contredit pas l'intégration de la Russie dans le marché mondial et le capitalisme pour peu qu'il garde le contrôle des oligarques et impose son pouvoir dictatorial aux travailleurs et à la population. En 2011 la Russie adhère à l'OMC.

Après un rétablissement économique dans les premières années 2000, l'économie russe a subi les contrecoups de la crise de 2008. La Russie mobilise d'autant plus ses capacités militaires que ses performances économiques se détériorent. Les dépenses d'armement destinées à l'armée russe se montent à 4 % du PIB, au même niveau de pourcentage du PIB qu'aux USA.

Le nouvel ordre mondial américain contre la Chine, une menace pour l'humanité

La guerre en Ukraine constitue un tournant pour l'avenir du monde, à l'heure où la conjonction des crises, économique et sociale, politique, écologique prend des dimensions catastrophiques et où le militarisme et la guerre s'imposent partout dans le monde.

Pour les Etats-Unis, il s'agit comme ils l'ont déjà annoncé d'en finir avec les prétentions militaires de la Russie et de se renforcer dans l'affrontement déjà existant avec la Chine, devenue depuis 2008 la 2^{ème} puissance économique mondiale.

Leur supériorité militaire est écrasante. Leurs dépenses militaires représentent 40 % des dépenses militaires mondiales, plus que le total cumulé des 9 pays suivants. Ils disposent de près de 800 bases militaires réparties dans plus de 70 pays. L'Administration Biden annonce une augmentation jamais vue du budget militaire qui atteindra 813 milliards de dollars en 2023.

Il ne fait aucun doute que le nouvel ordre mondial que les Etats-Unis disent vouloir construire est dirigé contre la Chine qui est pour eux la principale menace géopolitique et économique. La guerre commerciale, économique, diplomatique est permanente et multiforme sans déboucher à court terme sur un affrontement ouvert. La mondialisation se réorganise en suivant les contours des alliances diplomatiques et militaires, une « *mondialisation entre amis* » comme le dit Janet Yellen, la secrétaire d'État au Trésor du gouvernement américain. Les travailleurs sont la chair à canon de cette nouvelle guerre multiforme, composante essentielle de la politique d'accumulation du capital.

La lutte pour le droit des peuples et la paix indissociable de la lutte pour le socialisme

C'est pourquoi il est totalement illusoire d'attendre de la guerre menée par Zelensky pour le compte des USA et de leurs alliés une indépendance démocratique des peuples d'Ukraine. Comme il est illusoire de demander aux Etats une politique de désarmement. La lutte contre le militarisme et la guerre, pour la paix et le droit des peuples est indissociable de la lutte contre l'exploitation capitaliste et ses ravages tant économiques et sociaux qu'écologiques et climatiques.

La seule voie, aussi difficile soit-elle, qui ouvre une issue positive dépend de l'intervention des travailleurs et des peuples pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques, la paix, contre les dirigeants de ce monde et leurs serviteurs en rupture avec toute forme de nationalisme.

Nous ne sommes pas en mesure de formuler la politique qui permettrait la fraternisation entre les classes opprimées, les travailleurs d'Ukraine et de Russie, nous n'en avons pas la prétention mais nous devons défendre la seule politique qui pourra mettre un terme à la guerre, une politique internationaliste, une politique d'indépendance de classe qui dénonce les justifications prétendument démocratiques des vieilles puissances impérialistes, leur mensonge sur le droit des peuples.

Oui, l'ennemi est dans notre propre pays, c'est notre bourgeoisie et son Etat, son gouvernement qui voudrait construire une union nationale pour nous faire payer le prix de leurs profits, de leur droit à participer au pillage de la planète.

Cette guerre participe de l'accélération de la décomposition du capitalisme mondial, dans lequel le militarisme est le complément de la concurrence mondialisée accentuée par l'essoufflement du capitalisme sénile. Les USA et leurs alliés sont poussés, contraints par la logique de l'accumulation du capital à ouvrir pour leurs capitaux de nouveaux marchés, à développer l'économie de guerre, à prendre le risque d'une guerre nucléaire dans leur volonté de plier les puissances montantes la Russie, la Chine, L'Inde, le Brésil à leur politique.

C'est dans le capitalisme lui-même que le militarisme et la guerre trouvent leur moteur, c'est pourquoi la lutte contre la guerre, pour la paix est indissociable de la lutte pour le socialisme.

Trame de l'intervention de Galia Trépère à l'université d'été du NPA

La lutte contre l'extrême-droite et la montée des idées réactionnaires indissociable du combat de classe pour en finir avec le capitalisme

Avec l'entrée à l'Assemblée de 89 députés, alors que 8 du FN avaient été élus en 2017, le RN est le principal vainqueur de cette séquence électorale, une menace lourde de dangers dans le contexte de guerre sociale et de guerre tout court menées par les classes dominantes

et le gouvernement. Une situation qui est loin d'être cantonnée à la France, alors qu'en Italie, l'extrême-droite arrive en tête des sondages des élections de septembre pour remplacer le gouvernement Draghi.

Une telle situation politique nous impose de sortir des

vieux mots d'ordre et des vieux schémas. Les références, le plus souvent incantatoires, au « Front unique » et aux années 30 aveuglent plus qu'elles n'éclairent tant la période ainsi que les partis et les forces en présence sont différents. Les partis de gauche auxquels la majorité du NPA en appelle, sans grand succès, ne sont que de vides caricatures de ce qu'étaient les PS et les PC des années trente. Force est de constater que, de proclamation en proclamation, 20 ans après l'arrivée de Le Pen père au 2^{ème} tour de la présidentielle, cette politique du « Front unique » reste un exercice bien solitaire et impuissant !

La gauche est effondrée, déconsidérée par ses reniements et des années de bons et loyaux services des intérêts des capitalistes. De Jadot à Roussel, ils sont prêts à participer aux manifestations de flics contre la justice appelées par Alliance, pour se rallier à Macron au 2nd tour de la présidentielle, au nom de la République et de ses valeurs... Quant à Mélenchon, s'il a pu capter une partie de la colère contre Macron, il ne cherche qu'à la recycler sur le terrain institutionnel, celui de la République, de la France, flattant un nationalisme partagé par tous les partis dont le RN !

Les proclamations de « l'antifascisme » participent de la même impuissance, celle de la dénonciation morale, comme si le RN était un parti différent des autres... des autres partis « républicains » faut-il croire, de cette république des guerres coloniales, de la Françafrique et des interventions militaires contre les peuples ? Aujourd'hui, anticipant le développement de la lutte de classe, toutes les forces de droite se disputent le même terrain. Il ne manque pas de politiciens prêts à s'appuyer sur les préjugés les plus réactionnaires pour faire le sale boulot pour le compte des classes dominantes, et pour chercher à se mettre en pôle position de ce bloc réactionnaire. De Darmanin, en passant par Péresse, Ciotti et même Macron, qui n'hésite pas à proclamer le 14 juillet que la « *Nation est un tout organique* » : une référence directe aux idéologues d'extrême-droite.

Le Pen s'est nourri de la politique de Macron, de sa démagogie contre le « séparatisme » des banlieues, des préjugés racistes de Blanquer, Darmanin ainsi que des dégâts de leur politique antisociale pour se proposer pour la même politique en pire.

Quand l'extrême-droite postule au pouvoir

L'extrême-droite n'est pas un parti à part, hors système, prêt à renverser les institutions... mais bien un courant politique qui a de profondes racines dans l'histoire de la bourgeoisie, de son appareil d'État et de son armée en particulier.

Aujourd'hui, Le Pen a réussi son pari de « dédramatisation » du RN, en particulier vis-à-vis de la vieille droite issue du gaullisme. Elle s'est empressée d'assurer que son parti serait respectueux des institutions et a obtenu deux vice-présidences à l'Assemblée, avec le soutien des députés LR et LREM, en se félicitant de « *la fin du cordon sanitaire* ». Une institutionnalisation au travers de laquelle le RN pos-

tule au pouvoir, donne des gages aux classes dominantes, tout en montrant son utilité pour dresser les travailleurs les uns contre les autres, les affaiblir et les mettre au pas. Et il est bien probable qu'aujourd'hui une fraction du patronat voit dans le RN une force qui pourrait lui être utile dans les tensions sociales et politiques à venir.

Le Pen sait que le gouvernement et la droite travaillent pour elle. Elle vient d'applaudir Darmanin qui a annoncé vouloir présenter une loi d'expulsion des étrangers pour des « actes graves » dès septembre. Et il lui suffit de se scandaliser au sujet d'une activité organisée à la prison de Fresnes pour voir Dupont-Moretti lui emboîter le pas et exiger une enquête.

Le RN anticipe l'accentuation inévitable de la crise politique dans laquelle se retrouve le gouvernement, en se posant en recours pour la bourgeoisie, un garant de l'ordre social, de la bonne marche de l'exploitation et de la machine à profits.

Une progression produit de la décomposition du capitalisme et de la politique de la gauche

Cette montée de l'extrême-droite a deux raisons essentielles : l'offensive des classes dominantes pour maintenir leur pouvoir et leurs profits et l'incurie de la gauche qui, depuis Mitterrand jusqu'à Hollande, a participé pleinement à la mise en œuvre de cette offensive libérale.

Nous ne sommes pas confrontés au simple succès d'une « idéologie » raciste, mais bien à une décomposition de la société capitaliste engendrant les inquiétudes et les peurs dont se nourrit la montée des idées réactionnaires. Et il nous faut souligner le lien entre la menace de l'extrême-droite, la concurrence ouverte entre Le Pen et les autres postulants pour diriger ce bloc réactionnaire du RN au parti de Macron en passant par LR et la période dominée par un capitalisme à bout de souffle, prédateur, et les attaques brutales contre les classes populaires avec l'inflation.

Cette évolution chaotique du capitalisme financiarisé, guidé par la recherche de profits perpétuels des multinationales et du CAC40, se mène au prix d'une économie qui entre en récession, de la paupérisation des classes populaires et d'une partie des classes moyennes déclassées.

Cette fuite en avant suscite des peurs, y compris dans ces couches petites bourgeois perdantes de la mondialisation, marginalisées par l'affaiblissement des États au profit des multinationales et de cette mise en concurrence au niveau mondial. Une partie de celles-ci croient trouver leur salut dans le repli souverainiste, dans des références moyenâgeuses à la race, à une identité nationale fantasmée.

Toute l'extrême-droite fait son fonds de commerce de ces peurs, sur le terrain de la « *défense de notre mode de vie* » forcément menacé par les étrangers, la mondialisation. Tout comme Macron qui n'hésite pas à flatter ces mêmes préjugés réactionnaires quand il déclare qu'il va falloir « *payer le prix de la liberté* ».

Le combat contre le racisme est indissociable de celui contre la démagogie « d'égoïsme national », il dénonce fermement le nationalisme pour défendre les idées internationalistes.

Une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon, qui défend la patrie, se place du point de vue des « intérêts de la France » ou défend le protectionnisme, même s'il le qualifie de « *solidaire* ». Une politique qui conduit tous les députés Nupes à applaudir debout l'hommage de Borne aux « *soldats français tombés au combat* » lors de son discours de politique générale.

La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre le capitalisme

Le Pen se porte candidate à un pouvoir fort, qui s'appuierait sur une partie de la population embrigadée derrière les préjugés racistes, nationalistes et anti-ouvriers. Une politique tournée contre les travailleurs quelle que soit leur origine, les exploités, les militants syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier.

Dans ce contexte, la question de l'autodéfense se pose avec d'autres organisations, avec la population d'un quartier, en soutien à une lutte... Face à des nervis d'extrême-droite encouragés par les scores électoraux, nous cherchons à nous organiser pour défendre nos droits démocratiques, comme notre action militante quotidienne. Nous cherchons à construire l'unité sur le terrain syndical, associatif, l'unité de notre classe et aussi l'unité de notre camp politique, celui des révolutionnaires.

Les travailleurs ont aussi et surtout besoin d'une politique globale, une orientation politique autour de laquelle se rassembler, se mobiliser sur un terrain d'indépendance de classe vis-à-vis de tous ceux qui veulent enfermer les luttes du monde du travail dans les institutions ou la « République ».

La politique du NPA, qui fait des appels unitaires une fin en soi, ne répond pas à la gravité de la situation. Ces appels sont piégés par la politique de défense des valeurs de la « République », ou, dans le milieu syndical, du « dialogue social », de ceux auxquels ils s'adressent. Et donc condamnés à l'impuissance.

Nous ne combattons pas l'extrême-droite, comme les profonds reculs sociaux en cours, sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre.

La place de tous les antifascistes que nous sommes est au cœur des luttes et mobilisations du monde du travail pour œuvrer à rassembler les exploité.e.s autour d'un programme de contestation sociale qui ouvre une perspective progressiste à toutes les victimes de la faillite des classes capitalistes.

L'offensive réactionnaire sur le terrain idéologique, l'offensive antisociale comme l'offensive contre les peuples et la militarisation qui se renforce ne font qu'un. La réponse doit aussi être une politique globale, postulant à contester le pouvoir des capitalistes sur la marche de la société.

Nous nous appuyons sur la solidarité de classe, l'internationalisme, en appelant le monde du travail à prendre ses affaires en main. C'est sur ce terrain que nous pourrions construire un rapport de force, ce qui signifie gagner les masses, en particulier la fraction du monde du travail qui vote extrême-droite, à ses propres intérêts, en formulant des réponses face à l'offensive capitaliste actuelle.

Alors que le RN postule aujourd'hui à embrigader les couches petite-bourgeoises paupérisées pour le compte des capitalistes, l'enjeu de la période et notre responsabilité est de travailler à armer l'ensemble des travailleurs d'une politique, d'un programme pour prendre en main le pouvoir, en s'adressant à toutes les couches de la population, dont cette petite-bourgeoisie brutalement attaquée elle aussi.

Il n'y aura pas de réponse dans le cadre du système et des institutions. Le capitalisme de prédation ne laisse pas d'autre alternative que la perspective révolutionnaire, pour construire un front de classe autour d'une réponse globale, un programme pour changer le monde maintenant.

*Trame de l'intervention de Laurent Delage
à l'université d'été du NPA*